



## Conseil de sécurité

Distr.  
GÉNÉRALE

S/1997/882/Add.1  
19 novembre 1997  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL SUR LA SITUATION CONCERNANT  
LE SAHARA OCCIDENTAL

Additif

1. Comme suite au paragraphe 47 de mon rapport du 13 novembre 1997 (S/1997/882), je tiens à informer le Conseil que le coût de la prorogation du mandat de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) et du renforcement de son effectif aux fins de la mise en oeuvre intégrale du plan de règlement, sur la base du calendrier figurant dans l'annexe II au rapport susmentionné, est estimé à 129 millions de dollars.
2. Ce montant couvrirait le déploiement de 347 observateurs militaires, de 1 273 soldats et de 319 agents de la police civile, appuyés par une composante civile d'environ 120 fonctionnaires recrutés sur le plan international, 90 fonctionnaires recrutés sur le plan local et 750 scrutateurs. Il permettrait également de financer du matériel, des fournitures et des services et de répondre à d'autres besoins logistiques.
3. On trouvera dans l'annexe au présent document, pour information, une ventilation du montant demandé, par objet de dépense.
4. Je compte proposer à l'Assemblée générale, au cas où le Conseil de sécurité autoriserait la prorogation du mandat de la MINURSO et le renforcement de son effectif aux fins de la mise en oeuvre intégrale du plan de règlement, que les dépenses correspondantes soient considérées comme des dépenses de l'Organisation qui doivent être supportées par les États Membres conformément au paragraphe 2 de l'Article 17 de la Charte des Nations Unies, et que les quotes-parts mises en recouvrement auprès des États Membres soient inscrites au Compte spécial de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental.

## ANNEXE

Coût estimatif de la prorogation du mandat de la Mission  
des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au  
Sahara occidental, et du renforcement de son effectif aux  
fins de la mise en oeuvre intégrale du plan de règlement

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Montant
1. Personnel militaire	36 900
2. Personnel civil	36 800
3. Locaux/hébergement	11 000
4. Remise en état des infrastructures	700
5. Transports	10 900
6. Opérations aériennes	9 500
7. Opérations navales	—
8. Transmissions	600
9. Matériel divers	2 000
10. Fournitures et services	2 400
11. Fournitures et services liés aux élections	400
12. Programmes d'information	200
13. Programmes de formation	—
14. Programmes de déminage	3 100
15. Aide au désarmement et à la démobilisation	—
16. Fret aérien et de surface	11 000
17. Contributions du personnel	3 500
<b>Total, rubriques 1 à 17</b>	<b>129 000</b>

-----